

Accord régional

**CHÈQUE-VACANCES DANS LES ENTREPRISES
DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES EMPLOYANT
MOINS DE 50 SALARIÉS**

ACCORD DU 11 AVRIL 2005

RELATIF À LA MISE EN PLACE DES CHÈQUES-VACANCES DANS LES ENTRE-
PRISES DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES EMPLOYANT MOINS DE 50 SALA-
RIÉS

NOR : ASET0650308M

Entre :

La confédération générale des petites et moyennes entreprises de Rhône-
Alpes,

D'une part, et

L'union régionale interprofessionnelle Rhône-Alpes CFTD ;

L'union régionale Rhône-Alpes CFE-CGC ;

Le comité régional Rhône-Alpes CGT ;

L'union régionale Rhône-Alpes FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Prenant acte des dispositions du code du tourisme relatives aux chèques-vacances, les partenaires sociaux de Rhône-Alpes souhaitent poursuivre leur démarche visant à garantir aux salariés employés dans les PME de la région Rhône-Alpes des avancées sociales identiques à celles susceptibles d'être proposées dans les entreprises de taille plus importante.

Dans cet esprit, les signataires du présent accord décident de faciliter l'accès aux chèques-vacances des entreprises et des salariés concernés par la loi du 12 juillet 1999, transposée dans le code du tourisme.

Le mécanisme défini par les partenaires sociaux de Rhône-Alpes tend à favoriser la possibilité de mise en place des chèques-vacances pour les entreprises adhérentes à la CGPME en Rhône-Alpes, reposant sur l'adhésion volontaire des entreprises au dispositif et sur le choix individuel de chaque salarié pouvant en bénéficier d'effectuer des versements.

Chaque entreprise peut compléter le présent accord par des dispositions plus favorables en organisant des négociations collectives, conformément aux dispositions légales et notamment dans le cadre du dialogue social avec les représentants des organisations syndicales représentatives signataires.

L'acceptation du présent accord, au sein de l'entreprise, se fera selon les dispositions du code du tourisme.

La signature d'un accord national, concernant la mise en place des chèques-vacances dans une branche, devra s'appliquer si son application est plus favorable.

Le présent accord se fondant sur la valeur du SMIC, il prendra acte de toute revalorisation apportée sans qu'il soit nécessaire d'engager de nouvelles négociations sur ce point.

Article 1^{er}

Entreprises et salariés concernés

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises adhérentes à la CGPME en Rhône-Alpes qui emploient moins de 50 salariés et qui sont dépourvues de comité d'entreprise.

L'accès aux chèques-vacances est ouvert à l'ensemble des salariés des entreprises susmentionnées qui auront choisi d'entrer dans le dispositif proposé. L'entreprise peut y adhérer à tout moment.

Le présent accord peut, dans les mêmes conditions, s'appliquer aux salariés des organismes signataires.

Article 2

Salariés bénéficiaires

Pour pouvoir bénéficier des chèques-vacances, les salariés doivent justifier que leur revenu n'excède pas les plafonds tels que définis par l'article L. 411-4 du code du tourisme et l'article 1417 du code général des impôts revalorisés chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Article 2.1

Formalités

Chaque salarié souhaitant entrer dans le dispositif recevra, par l'intermédiaire de son employeur, une note d'information émise par l'opérateur l'informant des dispositions légales citées précédemment. Pour bénéficier du dispositif, il devra remettre à l'employeur une copie de son avis d'imposition ou une attestation certifiée conforme du centre des impôts dont il dépend.

L'employeur s'engage à respecter la confidentialité des documents détenus et à n'en divulguer aucune information à toute personne privée ou morale.

Article 2.2

Ancienneté

Les salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, d'un contrat de travail à temps partiel ou de toute autre forme contractuelle que ce soit, auront accès aux chèques-vacances dès lors que leur contrat est conclu pour une durée minimale de 4 mois, non compris le renouvellement.

Article 3

Modalité de financement du chèque-vacances

L'accès au bénéfice des chèques-vacances dans les entreprises qui ont adhéré au dispositif s'effectue dans le respect de la loi et des règles suivantes.

Article 3.1

Durée du versement

Tout salarié qui souhaite acquérir des chèques-vacances procède à des versements mensuels pendant une durée comprise entre 4 et 12 mois.

L'entreprise adhérente au dispositif peut choisir une durée uniforme pour tous ses salariés (annexe I à l'accord).

Article 3.2

Montant des versements des salariés

Chaque versement mensuel des salariés est compris entre 2 % et 20 % du SMIC mensuel.

Article 3.3

Contribution de l'employeur

A chaque versement effectué par le salarié, l'employeur apporte un abondement sous forme d'une contribution mensuelle comprise entre 1/4 et 4 fois le montant épargné par le salarié.

Chaque année, l'employeur fixe le niveau de son abondement – compris dans la fourchette ci-dessus – et en informe l'ensemble de son personnel.

Article 4

Exonération des charges sociales

En application de l'article L. 411-13 du code du tourisme, la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés est exonérée des cotisations et contributions prévues par la législation du travail et de la sécurité sociale, à l'exception de la CSG et de la RDS.

Article 4.1

Conditions d'exonération

1. Le montant de la participation de l'employeur n'excède pas 30 % du SMIC par salarié et par an.

2. Le montant de la participation de l'employeur aux chèques-vacances est plus élevé pour les salariés dont les rémunérations sont les plus faibles.

3. La contribution de l'employeur se substitue à aucun élément faisant partie de la rémunération versée dans l'entreprise, au sens de l'article L. 242-1 du code du travail ou prévu pour l'avenir par des stipulations contractuelles, individuelles ou collectives.

Article 5

Formalité de dépôt des plans

Les plans d'épargne des salariés seront déposés à l'employeur à une date fixée en fonction du début de l'épargne.

Les salariés indiqueront :

- le montant mensuel ;
- la durée de l'épargne ;
- les dates auxquelles ils souhaitent recevoir les chèques-vacances ;
- la répartition entre les chèques de 10 et de 20 €.

Article 6

Le prélèvement volontaire

Les salariés volontaires autorisent l'employeur à prélever chaque mois le montant de l'épargne directement sur le salaire qui sera reversé mensuellement avec l'abondement de l'employeur à l'ANCV.

Pour ce faire, les salariés devront remplir l'autorisation de prélèvement (modèle joint en annexe II) et la remettre à l'employeur.

L'épargne effectuée par le salarié et l'abondement au chef d'entreprise à l'ANCV figureront mensuellement sur la fiche de paie, sans que l'abondement ne revête sous quelle que forme qu'il soit le caractère de salaire.

Le versement sera fait par les soins du chef d'entreprise à l'organisme collecteur dans les plus brefs délais après paiement du salaire. Les institutions représentatives du personnel seront tenues informées de la régularité des versements et de l'état global des bénéficiaires de l'entreprise.

Article 7

Information des employeurs et des salariés

Pour faciliter l'information des employeurs et des salariés sur cet accord, il est joint en annexe la liste des coordonnées des organisations signataires (patronales et salariales) ainsi que celles de l'ANCV (annexe III).

Les organisations signataires s'engagent dans le cadre d'une démarche partenariale, à communiquer individuellement et collectivement sur le contenu et les possibilités de mise en place de cet accord dans les TPE-PME de Rhône-Alpes.

L'opérateur viendra en appui des organisations signataires et valorisera le présent accord, notamment en indiquant sur les documents émis, l'existence de l'accord et les organisations signataires. Il s'engage à accompagner et conseiller les entreprises en vue de faciliter la mise en œuvre du présent accord (notamment dans le cadre des diverses formalités à remplir).

Article 8

Commission paritaire interprofessionnelle

Une commission paritaire interprofessionnelle sera mise en place selon les dispositions de l'article L. 132-30 du code du travail.

Cette commission aura pour objet le suivi de l'application du présent accord.

Elle sera composée des organisations interprofessionnelles régionales représentatives signataires et se réunira un semestre après la date d'application de la signature de cet accord.

Par la suite, elle se réunira au moins une fois par an à l'initiative de la CGPME Rhône-Alpes par lettre 15 jours avant la réunion et indiquant la date, l'heure et le lieu.

Le secrétariat technique sera assuré par l'opérateur technique qui fournira les éléments statistiques permettant le suivi de réalisation de l'accord dans la région.

De plus, il pourra être appelé en appui pour l'organisation des réunions de commission et la réalisation du rapport annuel.

Article 9

Entrée en vigueur

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes et à la direction départementale du travail et de l'emploi du lieu de conclusion par la CGPME Rhône-Alpes.

Il entrera en vigueur le lendemain du dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 10

Dénonciation et révision de l'accord

Chaque partie signataire peut demander la révision de cet accord conformément aux dispositions de l'article L. 132-7 du code du travail.

La dénonciation devra se faire selon les conditions et dans les délais prévus par l'article L. 132-8 du code du travail.

Fait à Lyon, le 24 mars 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Modalités de versement

Mise en place par l'employeur
Durée : 4 mois

- Budget par salarié :
- jusqu'à 1,5 SMIC : 336 € ;
 - 1,5 à 2 SMIC : 240 € ;
 - > 2 SMIC : 144 €.

CRITÈRE : SMIC	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	BONIFICATION mensuelle de l'employeur	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 6 mois	BONIFICATION de l'employeur sur 6 mois	MONTANT TOTAL des chèques-vacances
SMIC à 1,5 SMIC	36 € 236,14 F	84 € 551 F	144 € 944,58 F	336 € 2 204,02 F	480 € 3 148,59 F
1,5 SMIC à 2 SMIC	60 € 393,57 F	60 € 393,57 F	240 € 1 574,30 F	240 € 1 574,30 F	480 € 3 148,59 F
> 2 SMIC	84 € 551 F	36 € 236,14 F	336€ 2 204,02 F	144 € 944,58 F	480 F 3 148,59 F

Mise en place par l'employeur
Durée : 6 mois

Budget par salarié :

- jusqu'à 1,5 SMIC : 336 €.
- 1,5 à 2 SMIC : 252 €.
- > 2 SMIC : 165.

CRITÈRE : SMIC	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	BONIFICATION mensuelle de l'employeur	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 6 mois	BONIFICATION DE l'employeur sur 6 mois	MONTANT TOTAL des chèques-vacances
< à 1,5 SMIC	27,5 € 180,39 F	56 € 367,34 F	165 € 1 082,33 F	336 € 2 204,02 F	500 € 3 279,79 F
1,5 SMIC à 2 SMIC	41,5 € 272,22 F	42 € 327,98 F	249 € 1 633,33 F	252 € 1 653,01 F	500 € 3 279,79 F
> 2 SMIC	56 € 367,34 F	27,5 F 180,39 F	336 € 2 204,02 F	165 € 1 082,33 F	500 € 3 279,79 F

Mise en place par l'employeur Durée : 8 mois

- Budget par salarié :
- jusqu'à 1,5 SMIC : 312 € ;
 - 1,5 à 2 SMIC : 260 €
 - > 2 SMIC : 144 €.

CRITÈRE : SMIC	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	BONIFICATION mensuelle de l'employeur	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 8 mois	BONIFICATION DE l'employeur sur 8 mois	MONTANT TOTAL des chèques-vacances
< à 1,5 SMIC (*)	26 € 150,87 F	39 € 275,50 F	208 € 1 206,96 F	312 € 2 204,02 F	520 € 3 410,98 F
1,5 SMIC à 2 SMIC	32,5 € 213,19F	32,5 € 213,19F	260 € 1 705,49 F	260 € 1 705,49 F	520 € 3 410,98 F
> 2 SMIC	42 € 275,50 F	23 € 150,87 F	336 € 2 204,02 F	184 € 1 206,96 F	520 € 3 410,98 F

Mise en place par l'employeur
Durée : 12 mois

Budget par salarié :

- jusqu'à 1,5 SMIC : 336 € ;
- 1,5 à 2 SMIC : 276 €
- > 2 SMIC : 216 €.

CRITÈRE : SMIC	ÉPARGNE MENSUELLE du salarié	BONIFICATION mensuelle de l'employeur	ÉPARGNE DU SALARIÉ sur 12 mois	BONIFICATION DE l'employeur sur 12 mois	MONTANT TOTAL des chèques-vacances
< à 1,5 SMIC	27 € 177,11 F	28 € 183,67 F	324 € 2 125,30 F	336 € 2 204,02 F	660 € 4 329,32 F
1,5 SMIC à 2 SMIC	32 € 209,91 F	23 € 150,87 F	384 € 2 518,87 F	276 € 1 810,44 F	660 € 4 329,32 F
> 2 SMIC	37 € 242,70 F	18 € 118,07 F	444 € 2 912,45 F	216 € 1 416,87 F	660 € 4 329,32 F

Ces tarifs ne comprennent pas le 1 % de frais de gestion ANCV, ni les frais de dossiers.

ANNEXE II

Autorisation de prélèvement sur le salaire

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pour faciliter la gestion de mon épargne chèque-vacances, j'autorise l'employeur :

Madame/ Monsieur :

En qualité de :

A prélever mensuellement, pour une durée de mois,
à compter du / / ;
la somme de (en chiffres)

..... (en lettres).

Fait à :

Le :

Signature du salarié :

ANNEXE III

Organisations signataires de l'accord « chèque-vacances » pour la région Rhône-Alpes

La mise en place des chèques-vacances dans votre entreprise a été rendue possible par un accord signé entre :

I. – L'organisation patronale :

La confédération des petites et moyennes entreprises de la région Rhône-Alpes (CGPME 01-07-26-38-42-69-73-74).

II. Les organisations syndicales de salariés :

L'union régionale CFDT ;

L'union régionale CFTC ;

L'union régionale CFE-CGC ;

Le comité régional CGT ;

L'union régionale FO.

Ces organisations sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire ou tout conseil sur cet accord et sa mise en œuvre.